

L'OMBRE DE LA GUERRE

LUTTE POUR LA JUSTICE DANS LE SRI LANKA DE
L'APRÈS-GUERRE



The Oakland Institute

La guerre civile sanglante, qui a ravagé le Sri Lanka pendant 26 ans, s'est officiellement terminée en 2009 avec la défaite de la minorité séparatiste Tamoule menée par les Tigres de Libération de l'Îlam Tamoul (Liberation Tigers of Tamil Eelam, LTTE). Le conflit qui opposa le LTTE au gouvernement de majorité cingalaise bouddhiste fit environ 200 000 victimes, provoqua le déplacement de plus d'un million de personnes, détruisit les infrastructures du pays et ruina la vie des populations des provinces du Nord et de l'Est.

Six ans plus tard, la guerre se poursuit sous une autre forme. Une question majeure demeure le déplacement des populations qui ont été forcées de quitter leurs terres et leurs maisons du fait de l'occupation militaire persistante dans les provinces du Nord et de l'Est.

Des milliers de Tamouls sont toujours déplacées à l'intérieur du pays, sans terres ni moyens de subsistance. Pour ceux ayant été « réinstallés » par les programmes gouvernementaux, le processus de réinstallation s'est souvent déroulé sans véritable consentement ni information préalable. Le manque d'infrastructures adéquates ne leur permet pas de reconstruire leur vie.

L'armée sri lankaise occupe toujours des « zones de haute sécurité » dans le Nord et l'Est du pays. En 2014, un nombre estimé d'au moins 160 000 soldats, pour la plupart cingalais, étaient stationnés dans le nord. Avec une population d'environ un million d'habitants en 2012, la province du Nord concentre un ratio d'un militaire pour six civils, et cela malgré la fin des hostilités voici six ans.

Cette occupation militaire n'a pas pour but d'assurer la sécurité. L'armée a développé des activités non militaires et est engagée dans la construction immobilière à grande échelle et dans des opérations commerciales telles que les agences de voyage, l'agriculture, les stations touristiques, les restaurants et un nombre incalculable de cafés éparpillés aux abords des autoroutes dans les provinces du Nord et de l'Est. L'armée possède officiellement des hôtels de luxe et des terrains de golf qui ont été bâtis sur les terres saisies aux personnes actuellement déplacées. Les touristes peuvent réserver des vacances dans des stations balnéaires de luxe en appelant directement des numéros de réservation au ministère de la défense. Ces stations de vacance et autres projets se trouvent sur les terres de la population tamoule qui a été déplacée par la guerre. Aucun retour ne semble envisageable, malgré les nombreuses demandes et pétitions.



Hôtel Thalsevena, tenu par l'armée dans la péninsule de Jaffna. Crédit: Armée du Sri Lanka http://defence.lk/new.asp?fname=20101003_02

Ces récents accaparements de terres ne sont que la poursuite de décennies de marginalisation de la population tamoule, au cours desquelles elle a dû subir violences, pogroms, des lois répressives et la colonisation orchestrée par le gouvernement du Nord et de l'Est de l'île, les régions historiques de peuplement tamoul. Ce processus n'a pas seulement éloigné les populations tamoules de leur culture, de leurs terres et de leurs moyens d'existence mais il a aussi profondément altéré la composition démographique de ces régions. Cette répression systématique a alimenté la guerre civile qui s'est déclarée en 1983 avec l'insurrection tamoule demandant la sécession des provinces du Nord et de l'Est.

L'accaparement des terres et les déplacements forcés de populations débutèrent dans la décennie qui suivit l'indépendance de 1948 via des projets de développement et d'irrigation qui favorisaient la colonisation des terres tamoules par des centaines de milliers de cingalais venus du sud du pays. Au-delà de la destruction des moyens de subsistance des populations locales et de l'accaparement des terres et de l'eau, cette colonisation impliqua une guerre systématique contre la culture, la langue et la religion des Tamouls. La loi de 1956 qui fit du cingalais l'unique langue officielle du pays fut l'une des nombreuses mesures discriminatoires visant la marginalisation culturelle et économique des Tamouls.

Le LTTE a été vaincu en 2009 au cours d'une offensive militaire sanglante qui a provoqué des destructions considérables, la mort de dizaines de milliers de civils par les tirs d'obus de l'armée et le déplacement de toute la population qui vivait dans les zones contrôlées par les rebelles. Dans un document publié en 2011, un panel des Nations Unies a émis de sérieuses réserves quand aux objectifs des opérations militaires,

voyant que l'armée avait « bombardé à grande échelle trois zones consécutives de cessez-le-feu [No Fire Zones], où elle avait encouragé la population civile à se regrouper ».

Au cours des six dernières années, le processus de « cingalisation » s'est intensifié avec des efforts gouvernementaux pour systématiquement remplacer la culture tamoule et son histoire par des monuments à la gloire de l'hégémonie cingalaise et à la religion bouddhiste. La « cingalisation » des provinces du Nord et de l'Est comprend la mise en place d'écriteaux en cingalais, de changements de nom de rues en cingalais, de nombreux monuments glorifiant les héros militaires cingalais, de musées militaires et la construction de temples bouddhistes – même dans des zones où il n'y a pas de populations bouddhistes.

Un nouveau gouvernement a été élu début 2015 avec la promesse d'engager un processus de vérité et de réconciliation. Il est difficile d'imaginer comment un tel processus pourrait être mis en place considérant le niveau actuel d'occupation militaire et les efforts constants de « cingalisation ».



Monument commémoratif des héros de guerre de l'armée sri lankaise, Mullaitivu

De surcroît, un processus de vérité et réconciliation n'aura que peu de chances d'aboutir si le nouveau gouvernement ne prend pas des mesures décisives et concrètes concernant deux autres problématiques majeures de droits humains, qui n'ont pas vu d'amélioration depuis la fin de la guerre.

Le premier problème concerne les milliers de personnes toujours portées disparues depuis la fin du conflit. Un rapport des Nations Unies de 2012 parle de plus de 70 000 personnes portées disparues. L'évêque de Mannar a donné un chiffre encore plus élevé, parlant de 147 000 personnes disparues dans la seule région de Vanni. Bien que l'Oakland Institute ne soit pas en mesure de donner une estimation précise, nos chercheurs ont recueilli des dizaines de témoignages, au cours de leur travail de terrain, qui confirment qu'un nombre important de personnes sont toujours portées disparues. Des fils, des frères et des maris ont disparu depuis leur reddition à l'armée sri lankaise en 2009 ou depuis leur enlèvement dans les vans blancs des forces de sécurité pendant ou à la fin du conflit. En août 2013, l'ancien président Mahinda Rajapaksa a mis en place une commission présidentielle chargée des plaintes liées aux personnes disparues. En juillet 2014, le mandat originel de la commission a été fragilisé par son extension aux questions liées aux allégations de crimes de guerre et aux violations du droit humanitaire international par les Tigres Tamouls et par les forces armées du Sri Lanka. En Août 2014, les proches de près de 20 000 personnes dont 5 600 proches de soldats de l'armée sri lankaise disparus pendant le conflit ont adressé une pétition à la commission.

La libération des prisonniers politiques et de toutes les personnes emprisonnées en rapport avec le conflit est la demande principale des nombreuses personnes interviewées dans les provinces du Nord et



Jayakumari Balendran et sa fille lors d'une manifestation pour les personnes portées disparues

de l'Est. Cependant, les promesses du gouvernement de libérer les prisonniers n'ont pas été suivies de calendrier ni de mécanismes de contrôle. On craint que de nombreuses personnes disparues ne soient pas emprisonnées. Le gouvernement a fortement encouragé les familles à cesser de chercher leurs proches et à accepter un certificat de décès accompagné d'une compensation financière. Cependant, de nombreuses familles ont rejeté cette offre qui n'inclut pas ni restitution des corps ni information sur la cause et l'endroit du décès.

Un second obstacle majeur à tout processus de réconciliation est le manque de volonté politique pour la mise en place d'une enquête approfondie et la poursuite des crimes de guerre et des violations des droits humains commis au cours du conflit. En mars 2014, le Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies a adopté une résolution pour lancer une enquête sur les crimes de guerre présumés des forces armées sri lankaises et des séparatistes tamouls et sur les violations actuelles des droits humains. Mahinda Rajapaksa, artisan de la victoire du gouvernement sur les Tigres Tamoul, répondit en refusant l'entrée des enquêteurs de l'ONU dans le pays. Malgré l'obstruction du gouvernement concernant l'enquête pour crimes de guerre, les Nations Unies se préparaient en mars 2015 à publier un rapport sur de présumés manquements aux

droits humains. Néanmoins, le nouveau gouvernement sri lankais, conduit par le président Maithripala Sirisena arrivé au pouvoir en janvier 2015, a obtenu un report de six mois de la publication du rapport en promettant une enquête nationale et un processus de réconciliation.

Étant donné l'inaction du gouvernement sur les problèmes liés aux droits humains ces dernières années, la pression internationale va être cruciale pour permettre des actions décisives. L'Inde et les Etats Unis ont montré une volonté de coopération depuis les élections de début 2015 et l'introduction du nouveau régime. Certains craignent que ces deux pays choisissent l'alignement pour des

raisons géopolitiques au détriment d'un processus de réconciliation juste et véritable, et qu'ils négligent de maintenir la pression nécessaire sur le gouvernement sri lankais afin qu'il honore ses promesses.

C'est un moment crucial pour le futur du Sri Lanka. La situation des droits humains dans le pays ne s'améliorera pas tant que la culture de l'impunité ne sera pas remplacée par une culture de responsabilité, de transparence, et de respect des droits de la communauté tamoule ainsi que des autres minorités du pays. S'assurer que ce processus ait lieu devrait être la responsabilité de la communauté internationale, et non un dilemme politique.



Des personnes déplacées à Sampoor demandent le droit de retourner sur leurs terres

Ce texte est un résumé du rapport *The Long Shadow of War: The Struggle for Justice in Postwar Sri Lanka*. Pour accéder au rapport complet en anglais, aux témoignages et à la galerie de photo, consultez le lien suivant: <http://www.oaklandinstitute.org/long-shadow-war>

Copyright © 2015 by The Oakland Institute

The Oakland Institute
PO Box 18978
Oakland, CA 94619
USA

www.oaklandinstitute.org

Traduction : Rafaël Deberdt

For more information: info@oaklandinstitute.org